L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI 5 AVRIL 1888.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN DEMI-MILLION DISTRIBUÉ.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

Ses Grands Tirages à Numéro Simple auront lieu tous les mois, et ses Grands Tirages Trimestriels ont lieu en Mars, Juin, Septembre et Décembre.

Grand Tirage à Numéro Simple,

— A —

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 10 AVRIL 1888.

$150,000

GROS LOT:

PETITES ANNONCES.

PERDU—Mercredi, vers midi, rue Clairborne, près Ursulines, un CHIEN Pointer olive et blanc, ayant veillier de cuir marqué Vichel. Il appartient à W. B. Welsh ; et celui qui le lui ramènera 396 rue Esplanade, recevra une récompense libérale.

PENSION—Grandes chambres bien aérées, à $2 $3 et $4 la semaine ; pension, $3.50, dans une famille française, 216 Bourbon, entre Dumaine et St-Philippe. 4 avril—

A. B. Philips, notaire, 5 Cond. Place, peut prêter sur hypothèque de $60 à $90,000. 29 déc—tkn

DEMANDES.

On demande—Des femmes pour faire du linge de dessous. S'adresser 171 rue Sud Remparts. 5 avril—1 sem

A LOUER.

A LOUER—La Boulangerie avec deux fours No 128 rue Mara s, très bien située et à bon état. A un prix modéré. Pour les conditions, s'adresser No 41 Nord Remparts. 31mars—d5f.

MAISON à louer—Encoignure Dumaine et Bourgogne avec installation de commerce et étage-rez, 12 pièces ou magasin. S'adresser 171 rue St. Pierre. 24mars—1m.

A VENDRE.

ANNONCES POLITIQUES.

TICKET REPUBLICAIN.

GOUVERNEUR,
H. C. WARMOUTH
de Pleasantines.

LIEUTENANT GOUVERNEUR,
ANDRE W. HERO, JR.
d'Orléans.

SECRETAIRE D'ETAT
JOHN F. PATTY,
de Ste-Marie.

TRESORIER,
B. F. FLANDERS,
de Lafayette.

AVOCAT-GENERAL,
ROBERT H. RAY,
de Ouachita.

AUDITEUR,
JAMES FORNYTHE,
de Calhoun.

Election 17 avril 1888.

Attendu que le parti républicain a cru bon à l'éducation de tout le peuple et est en faveur de toutes les institutions qui pourront être faite pour placer l'instruction sur une base solide dans l'Etat de la Louisiane ;

Attendu qu'il n'a pas de caractère politique d'instruction publique n'a pas de caractère politique ;

Attendu que dans la personne de l'Hon. Joseph A. Breaux, de la paroisse Iberie, nous reconnaissons un ami dévoué des intérêts de l'éducation en Louisiane, un conservateur à vues larges et libérales dont l'honnêteté, l'intégrité sont reconnues de tous, l'intégrité, l'intégrité, la haute compétence ne sont contestées par personne, et dont l'élection assurera, par cela même, l'extirpation de l'ignorance d'une justice égale, l'extirpation de l'ignorance dans toutes les classes, en dehors des questions de race, de couleur ou de servitude antérieure.

Résolu que nous engageons les électeurs républicains de cet Etat à accorder leurs suffrages glorieusement à l'honorable candidat républicain à l'Hon. Jos. A. Breaux pour la place du surintendant de l'instruction publique.

PLATE-FORME.

Nous, les représentants du parti républicain en Louisiane, réunis en Convention, déclarons que les résolutions suivantes sont l'énoncé des principes cardinaux du parti républicain de cet Etat.

Nous attestons notre détournement aux doctrines essentielles et constantes de notre parti qui sont énoncées républicainsme intégrité, l'intégrité dans la plateforme nationale du parti réuni en Convention à Chicago, en juillet 1884, pendant que l'exécution impartiale et la mise en effet de cette plateforme assurera efficacement également à tous les citoyens, sans distinction de race, de couleur ou de servitude antérieure.

Nous condamnons les tentatives en manœuvres illégales des gérères contre les électeurs républicains, et nous engageons à la Législature et à tous les officiers publics à faire tous leurs efforts pour découvrir et punir les coupables.

Nous déplorons les grèves comme funestes et nous recommandons l'arbitrage comme le moyen de conciliation qui doit être employé chez toute nation entre les patrons et les ouvriers dans les différends entre les patrons et les ouvriers.

Nous invitons nos concitoyens de la Louisiane, sans distinction de parti, à coopérer avec nous au maintien des intérêts sacrés de l'Etat tous au maintien des intérêts sacrés de l'Etat, avec lequel nous sommes complètement identifiés, et confiants dans l'avenir au pouvoir duquel nous assurons à tout homme qui respecte et obéit aux lois, la sécurité, assurée dix mois d'avance,